

La réforme fondamentale (fin)

Posté le : 19 avril 2017 18:22 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Cycles et conjoncture, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Monnaies et changes, Réforme

Il nous est parfois reproché d'avoir des idées bizarres et hétérodoxes. En vérité nos thèses n'ont strictement rien de singulier puisqu'elles sont totalement conformes à la légalité internationale telle que définie dans les statuts du FMI, un point que nous avons amplement développé sur ce site et dans notre livre « l'Étrange Désastre ». Il est intéressant de noter qu'elle est également totalement conforme à la légalité européenne qui a fait l'objet d'amples révisions depuis le traité de Maastricht et notamment depuis la crise des taux d'intérêt du début des années 2010.

Malheureusement peu d'hommes politiques et encore moins de journalistes, et si peu d'économistes, ont compris l'importance autant conceptuelle que politique du mal nommé « six-pack », paquet de six mesures législatives visant à renforcer la gouvernance économique, qui est entrée en vigueur le 13 décembre 2011 presque 6 ans déjà.

Cette législation introduisait le concept de déséquilibre macroéconomique néfaste, notamment en matière de balance interne des paiements, et divers mécanismes d'alerte et de correction. Comme en matière budgétaire, il devenait possible de lancer une procédure pour déficit excessif. Des sanctions financières, décidées à la majorité qualifiée inversée, peuvent être infligées.

Tous les contempteurs de l'Union Européenne se sont acharnés sur les efforts menés notamment par la Commission pour mettre en œuvre ce droit nouveau d'appréciation des politiques macroéconomiques qui liquide le droit pour les pays membres de conduire des politiques hostiles par leurs résultats à la prospérité des autres. Alors que c'est le seul chemin raisonnable, le coût de sortie de l'Euro étant extravagant pour tous.

Ce que nous proposons, c'est de sortir des procédures, des rapports, des discussions, des votes au Parlement Européens et autres fariboles institutionnelles qui certes donnent du grain à moudre à de nombreux experts et fonctionnaires mais n'ont strictement aucune efficacité.

Depuis la date de mise en œuvre du six-pack l'Allemagne a été constamment en défaut gravissime par rapport à la règle et les déséquilibres se sont aggravés.

« Christine Lagarde, a estimé que l'excédent commercial de l'Allemagne pourrait être insupportable pour ses voisins de la zone euro, dans une interview publiée lundi par le quotidien économique Financial Times (FT). »

Non, ce n'est pas un propos tenu récemment par la Directrice du FMI, mais une déclaration du 18 février 2010 de la ministre française des Finances !

Rien n'a changé et la voilà qui déclare, hier au Figaro : « Les pays qui ont de très forts excédents devraient chercher à les réduire ». Évidemment, elle gâche ce bon début en expliquant que l'Allemagne devrait se contenter d'un excédent de 4 % au lieu de 8 %. 4 %, c'est beaucoup trop. On le voit immédiatement si on note que ce taux implique un déficit de 4 %, intenable, en contrepartie, ailleurs dans le monde et notamment en Europe.

Il est vrai que les résultats Allemands 2 016 sont extravagants, comme nous l'avons déjà signalé sur ce site. « L'excédent des comptes courants allemands à 297 milliards de dollars (278 milliards

d'euros), dépasse celui de la Chine pour devenir le plus élevé au monde », a déclaré lundi l'institut d'études économiques munichoises IFO. Un tel montant équivaldrait à 8,6 % du produit intérieur brut (PIB) et dépasserait donc largement le plafond de 6 % recommandé par la Commission européenne. En 2015, l'excédent courant allemand avait représenté 271 milliards de dollars.

Ils commencent à valoir des réactions très vives de la part... des États-Unis, ce qui a un impact beaucoup plus sérieux sur les Allemands que les propos des Européens et de Mme Lagarde. Une étude publiée ce jeudi par l'institut GfK indique que le moral des ménages allemands a chuté à son plus bas niveau en quatre mois. Le moral des consommateurs a pâti de la politique du nouveau président américain, assure l'analyste Rolf Bürkl, de GfK Market Research : "Le protectionnisme représente un problème pour ceux qui travaillent dans les industries exportatrices allemandes, cela crée de l'incertitude. Certaines personnes peuvent commencer à s'inquiéter quant à la pérennité de leur emploi " (cité dans Le Parisien).

Il ne faut pas attendre des autorités allemandes le moindre changement d'attitude et la chance d'une procédure pour excédents excessifs est peu envisageable dans le climat électoral actuel.

Nous pensons que le seul moyen de progresser est de rendre automatique les prélèvements sur les excédents excessifs. Plus de palabres. Plus d'échappatoires.

Une telle mesure ôtera toute validité aux prétentions américaines d'exiger des autres de limiter leurs propres déficits qui sont liés exclusivement au rôle du dollar et à leurs propres politiques mondiales.

Une fois mise en œuvre en Europe, la solution pourra être envisagée à l'échelle du monde soit par contagion, l'Europe exigeant pour commercer avec elle l'emploi de l'Euro ou d'une monnaie dont la valeur d'échange est fixe et garantie vis-à-vis de l'Euro et l'application des mêmes règles en cas d'excédents majeurs. À terme il deviendra plus facile de forcer le retour aux règles statutaires du FMI, avec un même mécanisme de sanctions automatiques des déficits et des excédents excessifs.

Le monde pourra retrouver une croissance du type de celle des Trente Glorieuses.

Faire valoir cette conception est le combat du Cercle des économistes e-toile qui est prêt à ouvrir ce site à toutes les contributions allant dans ce sens (envoyer vos contributions à info@e-toile.fr)

Didier Dufau, président de l'association française du Cercle des Économistes E-toile.